



Déclarations et Discours

No 80/6

MISSION COMMERCIALE EN AUSTRALIE OCCIDENTALE

Allocution prononcée par le ministre d'État du Canada (Commerce), M. E.C. Lumley, devant un groupe d'hommes d'affaires canadiens et australiens à Perth, le 19 mai 1980

...Manifestement, il existe entre Canadiens et Australiens certaines affinités. Je crains que nous les ayons toujours tenues pour acquises alors que nous devrions nous appliquer à les cultiver et à les approfondir.

Mon seul regret est de ne pouvoir consacrer plus de temps à la visite de cette magnifique ville de Perth, remarquable par son site et son climat. J'aurais souhaité disposer de plusieurs jours lors de ma visite de certains de vos principaux projets de développement. J'aurais pu ainsi aller à la source d'un essor économique exceptionnel qui ne peut manquer de se propager dans tout l'État.

Quoi qu'il en soit, nous reviendrons. Nos hommes d'affaires canadiens comptent bien donner suite aux nombreux contacts qu'ils ont établis et, pour ma part, j'ai l'intention de revenir étudier de plus près en quoi le Canada pourrait apporter sa contribution à chacune de vos grandes entreprises de développement de ressources qui sont réellement des plus impressionnantes:

- non seulement l'Australie occidentale est en effet l'un des plus grands exportateurs de minerai de fer du monde — votre premier ministre nous a traduit ce fait en chiffres — mais qu'il s'agisse de chiffres de production ou d'exportations, elle est au premier plan de l'économie mondiale;
- votre bauxite a joué un rôle capital dans la production d'aluminium au Canada;
- vous produisez une quantité importante de nickel, et une collaboration étroite entre nos principaux producteurs s'est avérée avantageuse pour nos deux pays;
- la découverte de pétrole et de gaz dans le Nord-Ouest australien est appelée à transformer cette région sur le plan économique;
- enfin, si nous ajoutons à toutes ces ressources, la pêche et l'agriculture, nous constatons que vos ressources naturelles vous garantissent une place prépondérante dans un monde avide de ressources.

Pendant ce séjour malheureusement trop bref à Perth, nous avons été captivés par l'enthousiasme que suscitent chez vos dirigeants politiques et vos hommes d'affaires les projets de développement intéressant votre État. Votre projet d'exploitation de gaz naturel liquéfié du Plateau continental du nord-ouest figure parmi les projets les plus ambitieux du monde. Nous espérons que la technologie et les sociétés canadiennes auront un rôle à jouer dans ce développement, et dans d'autres projets de développement énergétique en Australie.

Comme la plupart d'entre vous le savent, mon ministère a récemment tenu à Perth un symposium sur les techniques pétrolières et gazéifères canadiennes afin de vous informer des derniers progrès réalisés au Canada dans cette industrie, et pour permettre aux

Australiens et aux Canadiens oeuvrant dans ce domaine de se réunir régulièrement, sans formalité, pendant quelques jours. Nous comptons donner suite à cette initiative et aux rapports qui se sont établis — ou sont en train de s'établir — avec d'autres secteurs industriels.

Nous observons avec intérêt l'évolution de vos projets d'exploitation de l'uranium, du nickel, du minerai de fer et de l'aluminium. Nous avons un certain nombre de projets semblables au Canada et nous pensons avoir le potentiel voulu pour collaborer avec vous, pour mettre en commun notre technologie et notre matériel respectifs. Cette collaboration pourrait prendre la forme de ventes directes, d'octroi de licences/de coentreprise ou de tout autre arrangement fondé sur la coopération.

Il est évident que les immenses projets de développement des ressources d'Australie occidentale, dont certains sont en cours d'exécution, fourniront de nombreuses possibilités d'expansion de la base industrielle de votre région. Compte tenu des limitations qui vous restreignent du point de vue de la main-d'oeuvre et des capitaux, nous supposons que vous voudrez concentrer vos efforts dans les secteurs susceptibles d'apporter à la région les plus grands avantages à long terme. C'est pourquoi nous allons inciter les sociétés canadiennes à étudier les possibilités de transfert de technologie, de création de coentreprises et d'autres possibilités d'investissements.

Comme vous le savez, pour la plupart d'entre vous, le Canada s'intéresse de plus en plus au bassin économique de la côte du Pacifique et à l'Asie du Sud-Est. L'évolution que connaît l'Ouest du Canada dans le domaine de l'énergie et l'exploitation d'autres ressources a en effet engendré une migration de la population et de l'activité économique vers l'Ouest du pays. J'ai l'impression que ce même phénomène se produit ici également, ce qui nous permet de souligner un autre point commun à nos deux pays.

Le Canada et l'Australie ont nombre de points communs

Certes, votre hiver et le nôtre ne sont en rien comparables, mais si l'on excepte le climat, peu de pays ont autant en commun que le Canada et l'Australie.

Nos systèmes parlementaires sont semblables, tous deux ayant pour cadre le Commonwealth; nos deux pays sont relativement neufs; leur histoire ne ramène pas à un passé très lointain mais leur avenir est enviable; tous deux sont immenses et ont une population inégalement répartie, la vôtre concentrée en bordure de la mer, la nôtre s'échelonnant tout au long de la frontière américaine. Au-delà, un arrière-pays peu peuplé — chez vous, très chaud la plupart du temps; chez nous, particulièrement froid. Nos deux pays jouissent de ressources naturelles abondantes, souvent situées dans des régions isolées, et tous deux sont orientés vers l'exportation, ce qui va de soi puisque notre économie, tout comme la vôtre, repose sur les revenus tirés de nos ressources de base et le besoin de développer une économie d'échelle pour notre industrie manufacturière en expansion.

Nous avons aussi beaucoup de choses en commun dans d'autres secteurs qui revêtent une importance certaine pour l'avenir de nos échanges commerciaux.

A l'heure où les blocs économiques se consolident partout dans le monde,

l'Australie ni le Canada ne font partie d'un bloc économique majeur. Nous sommes les deux seuls pays industrialisés d'importance à avoir libre accès à un marché d'au moins 100 millions d'habitants. Ce seul fait suffirait à démontrer le besoin de consultations plus fréquentes et d'une collaboration plus étroite.

Il m'apparaît évident que nous n'avons guère cherché à tirer parti de nos similitudes. L'héritage que nous a légué le Commonwealth ne devrait pas consister uniquement en un accord de commerce préférentiel; aussi important que cet accord puisse être, j'ai la conviction que la voie même de notre coopération passe par le développement des ressources.

Nous n'ignorons pas que le potentiel considérable de l'Australie doit lui permettre de satisfaire une grande partie de ses besoins intérieurs mais nous aimerions être sur les rangs chaque fois que vous devez recourir à des importations et, en particulier, pour ce qui touche à vos vastes entreprises de développement des ressources.

En venant en Australie en compagnie d'hommes d'affaires canadiens chevronnés, j'ai voulu vous prouver que le Canada était tout à fait apte à concurrencer tout autre pays lorsqu'il s'agissait de répondre à vos besoins en matière d'importations.

Le problème peut-être le plus flagrant est le manque de connaissance de nos possibilités respectives. Il est à souhaiter que notre mission ici sera suivie de beaucoup d'autres, et que nous pourrons, à notre tour, accueillir au Canada des hommes d'affaires australiens. Seul cet échange nous permettra de pleinement explorer les moyens de satisfaire nos besoins réciproques.

Il nous incombe à nous, Canadiens, de vous convaincre de notre compétence. Nous pouvons affirmer sans fausse modestie que nos hommes d'affaires sont capables de concurrencer leurs homologues d'où qu'ils soient. De surcroît, nous vous invitons à profiter d'une dévaluation du dollar canadien de 15 p. cent (comparé au dollar américain). Nous sommes persuadés de pouvoir répondre à vos besoins, surtout dans les secteurs de l'exploitation des ressources; cette confiance repose sur toute l'expérience que nous avons acquise dans ce domaine car, tout comme vous-mêmes, nous l'avons acquise directement chez nous.

Pour vous donner une idée de notre champ d'action et de nos capacités, je vous citerai quelques-unes de nos principales activités à l'échelle mondiale. Le financement en a été assuré par la Corporation commerciale canadienne (CCC), société de la Couronne qui assure le financement à long terme d'achats de produits et de services canadiens. La CCC finance annuellement des exportations canadiennes de l'ordre d'environ deux milliards de dollars.

Depuis la mise en oeuvre, en 1961, de ces modalités de prêts à long terme à l'étranger, nous avons financé, dans le domaine énergétique, une quarantaine d'entreprises, notamment des centrales thermiques en Nouvelle-Zélande, au Venezuela et en Colombie, produits et services canadiens se chiffrant dans ce cas à plus de 2,3 milliards de dollars.

Dans les secteurs pétrolier et gazéifère, nous avons participé à 33 entreprises outre-mer — le coût de l'équipement et des services s'élevant à 1,1 milliard. La plus importante consiste à mettre sur pied en Algérie un réseau de collecte de gaz qui nécessitera, au total, l'utilisation de plus de 400 millions de dollars de produits canadiens. Nos industries pétrolières et gazéifères, concentrées dans l'Ouest canadien, se fondent sur les meilleures techniques. En Nouvelle-Zélande, une société de l'Ouest canadien, associée à une société néo-zélandaise, a obtenu un contrat pour la construction d'une usine de production de méthane d'une valeur de 130 millions.

Dans le domaine des transports, nous avons financé plus de 100 entreprises, la participation canadienne se chiffrant à 1,2 milliard. Une société, dont nous avons parmi nous un représentant, a obtenu des ventes dans plus de 90 pays.

Dans les secteurs minier et métallurgique, le Canada a participé à une cinquantaine d'entreprises d'une valeur de 673 millions (c'est ainsi que sa participation à une entreprise de production d'aluminium en Irlande fut de 65 millions). Nous avons aussi fourni de l'outillage minier d'une valeur de 30 millions de dollars à votre voisin septentrional, les Philippines.

Dans le domaine des communications et des télécommunications, nous avons l'expérience d'une cinquantaine d'entreprises se chiffrant à 500 millions de dollars. Nous venons de conclure un contrat de 100 millions avec la Corée pour la fourniture d'équipement numérique de télécommunications.

Pour ce qui est des ports et du matériel de manutention, nous avons fourni le matériel nécessaire à la réalisation de 14 projets, d'une valeur totale de 70 millions. Une de nos sociétés, également représentée ici, a réussi à obtenir un contrat de 17 millions de dollars pour des installations portuaires à Panama; elle a une vaste expérience dans le domaine de l'équipement de manutention de marchandises en vrac.

Ce qui est regrettable, c'est qu'à quelques exceptions près — l'une étant la livraison de gros camions pour votre industrie minière — nous n'avons pas eu l'occasion d'étendre nos activités à l'Australie. C'est là, bien sûr, une lacune que nous souhaiterions combler. Si le Canada, comme je viens de le montrer, a réussi dans les secteurs de l'exploitation des ressources et, généralement, dans le secteur de la fabrication, à se mesurer favorablement à ses concurrents sur divers marchés internationaux, j'ai la conviction qu'il peut aussi concurrencer vos fournisseurs étrangers et réussir une percée sur le marché australien.

Coentreprises

J'aimerais vous parler brièvement d'un secteur important, celui de la coentreprise de sociétés canadiennes et australiennes, non seulement pour l'exécution de travaux en Australie et au Canada, mais aussi dans les pays du tiers-monde, comme les contrées voisines du Nord de l'Australie occidentale. J'estime que, dans cette voie, nous devrions adopter un programme plus dynamique.

Votre influence se fait de plus en plus sentir dans la région du Pacifique et de l'Asie du Sud-est, la nôtre également. La région offre des perspectives intéressantes; nous avons réussi à obtenir un certain nombre de contrats, mais la plupart vont à nos

concurrents. Peut-être pourrions-nous faire cause commune dans les cas où il y va de notre intérêt mutuel.

Je pense que nous devrions procéder à une sorte d'inventaire de nos possibilités de manière à pouvoir nous concerter au fur et à mesure que des occasions se présentent. J'ai demandé à mes collaborateurs de voir par quoi il faudrait commencer et j'espère pouvoir approfondir cette idée au cours de ma visite à Canberra, dans les jours qui suivent.

Ayant été moi-même homme d'affaires, je sais que je n'ai pas à vous rappeler de ne pas attendre que l'initiative vienne de nos gouvernements pour amorcer des transactions. Ceux-ci, en effet, n'ont guère pour objectif que de fournir un cadre — comme c'est le cas en ce qui concerne l'accord sur la double imposition que j'espère pouvoir signer d'ici quelques jours avec le gouvernement fédéral australien. L'activité véritable doit revenir aux hommes d'affaires. Certes, nos relations commerciales ont pris une certaine envergure (La valeur de nos échanges commerciaux est actuellement de l'ordre d'un milliard de dollars canadiens.) mais je considère que ce n'est là qu'un commencement.

S/C